



## DÉCISION INDIVIDUELLE

**n° 2019-395**

**Pétitionnaire** : LACROIX Elodie, directeur de la communication, de l'évènementiel et du protocole

**Adresse** : Conseil départemental des A.M

**Nature de la demande** : manifestation publique

**Intitulé du projet** : Inauguration du camp des Fourches

**Localisation** : Saint-Dalmas le Sauvage , camp des Fourches

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-66 et R.331-68,

**VU** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

**VU** le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et la modalité 32 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Considérant** la demande formulée par Madame Elodie LACROIX, Directeur de la communication, de l'évènementiel et du protocole -Département des Alpes Maritimes-

**Considérant** que dans le cœur du Parc national, « les activités polluantes et bruyantes (...) sont bannies ou strictement encadrées car elles nuisent non seulement à la qualité objective des lieux, mais aussi à l'image de territoire d'exception que doit conserver le cœur », tel que précisé à l'objectif I de la charte du Parc national du Mercantour,

**Considérant** que cette inauguration a pour objectif de valoriser les travaux de réhabilitation du site des camp des Fourches réalisé avec l'accord du Directeur du Parc national du Mercantour

**Considérant** qu'une solution pour soulager le camp des Fourches des véhicules à moteur par l'intermédiaire d'une navette entre le Pra et le camp des Fourches sera mise en place

**Considérant** que les aménagements pour cette manifestation sont légers, démontables et non ancrés au sol,

### DÉCIDE

#### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

Le Département des Alpes Maritimes, représenté par Charles Ange GINESY, ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé à organiser une manifestation publique ayant pour objectif l'inauguration des travaux de réhabilitation du site du Camp des Fourches le samedi 14 septembre 2019,

## **Article 2 : Prescriptions**

Le bénéficiaire est tenu de mettre en œuvre les prescriptions suivantes :

2.1. Maintenir la propreté des lieux en ne laissant aucun déchet sur place. Porter une attention particulière à la présence d'objets pouvant s'envoler (serviettes, gobelets...)

2.2. En ce qui concerne les outils de communication visuelle (winflags, banderoles...) : privilégier des éléments de dimension minimum (1m80 de haut maximum), non ancrés au sol et facilement démontables et déplaçables. Ces installations devront être dénuées de toute mention publicitaire caractère commerciale. Ces outils seront installés uniquement au niveau du podium.

2.3. En ce qui concerne le stationnement le bénéficiaire veillera à ce que les voitures ne stationnent pas sur les pelouses d'altitude.

2.4. Le bénéficiaire et les participants devront adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant à la réglementation générale du cœur du Parc national. Il est rappelé les interdictions suivantes :

- pas d'introduction de chien ;
- pas de prélèvements (minéraux, végétaux...) ;
- pas d'appareil d'implification sonore ;
- pas de feu ;
- pas d'abandon de détrit

## **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est accordée pour la date du samedi 14 septembre 2019.

## **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Dans le cœur du Parc national, le bénéficiaire est tenu d'effectuer à ses frais une collecte et un nettoyage méticuleux des espaces occupés par les organisateurs, les participants et, le cas échéant, des spectateurs.

Ce nettoyage devra être effectué le jour même, avant l'heure légale de coucher du soleil.

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## **Article 6 : Autorisation de prises de vue et de sons**

La présente décision vaut autorisation de prise d'images et de sons dans un cadre professionnel ou à but commercial, aux conditions suivantes :

6.1. Le bénéficiaire remettra aux professionnels chargés des prises d'images et de sons, une attestation ou accréditation nominative à produire en cas de contrôle sur site ;

6.2. L'autorisation de prise d'images et de sons est exclusivement réservée à la couverture médiatique de la manifestation à l'exclusion de tout autre sujet ;

6.3. Les prises d'images et de sons autorisées sont exclusivement réalisées à partir de moyens techniques terrestres. Tout survol d'aéronef motorisé (y compris drone) à moins de 1000 mètres du sol à des fins de prise d'images aériennes n'est pas autorisé dans le cœur du Parc national.

Les accréditations remises par le bénéficiaire, mentionnées à l'article 7.1, devront faire mention de ces restrictions.

### **Article 7 : Sanctions**

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.


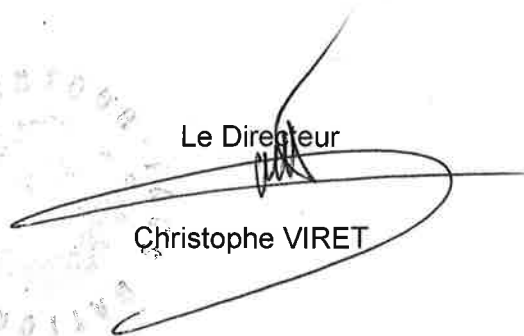
### **Article 8 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

### **Article 9 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée aux bénéficiaires et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

Nice, le 28 août 2019

 Le Directeur  
  
Christophe VIRET

Copies :

- service territorial Tinée
- Service territorial Ubaye

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.